



Banking on CLIMATE CHAOS

SYNTHÈSE DU RAPPORT 2023

Les plus grandes banques du monde continuent de financer les énergies fossiles à des niveaux fondamentalement incompatibles avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C, préférant les profits à un avenir vivable. Le rapport *Banking on Climate Chaos* présente les financements accordés par les principales banques mondiales à l'industrie des énergies fossiles, en analysant les prêts, les obligations et les émissions d'actions.

Le rapport 2023 constate que le financement des énergies fossiles par les **60** plus grandes banques mondiales a atteint **5 500 milliards de dollars** au cours des sept années qui ont suivi l'adoption de l'Accord de Paris, avec **669 milliards de dollars** de financement des énergies fossiles pour la seule année 2022¹. Le financement des énergies fossiles s'est stabilisé en 2020, a rebondi en 2021 et s'est de nouveau stabilisé en 2022 en raison de conditions géopolitiques et économiques inhabituelles, à un moment où les dommages, les déplacements et les décès causés par le changement climatique augmentent dans le monde entier.

Pour avoir une chance d'éviter à des millions de personnes vivant aujourd'hui et à d'innombrables générations à venir une souffrance inacceptable, l'expansion des énergies fossiles doit cesser, et l'utilisation des énergies fossiles dans tous les secteurs doit diminuer rapidement². Pourtant, si 49 des 60 banques présentées dans ce rapport se sont engagées à atteindre la neutralité carbone, ces promesses sont vaines. À y regarder de plus près, ces banques continuent de verser des milliards

aux entreprises qui développent les énergies fossiles et n'adoptent pas de politiques sectorielles qui permettraient d'éliminer progressivement ces financements incompatibles avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C. Les banques demeurent de puissants facilitateurs de l'expansion des énergies fossiles et du chaos climatique.

L'inflation, des craintes de pénurie de pétrole et de gaz et la hausse des taux d'intérêt ont conduit de nombreuses entreprises du secteur des énergies fossiles à rembourser leurs dettes plutôt que d'emprunter auprès des banques cette année. Les entreprises du secteur des énergies fossiles ont profité de la guerre en Ukraine pour réaliser des bénéfices au détriment d'une énergie abordable et d'une transition juste et équitable. Les revenus tirés des énergies fossiles ont dépassé les 4 000 milliards de dollars.³

Au cours d'une année marquée par des bénéfices records dans le secteur des énergies fossiles, alors que quelques gros emprunteurs comme ExxonMobil et Shell n'ont pas emprunté du tout, les banques ont tout de même accordé 669 milliards de dollars de financement à d'autres entreprises d'énergies fossiles. En définitive, la volatilité des marchés de l'énergie et des capitaux en 2022 est un signe supplémentaire que la dépendance aux énergies fossiles n'est pas durable, tant pour le climat que pour l'économie. Il est temps d'investir de toute urgence dans une transition énergétique juste et indispensable, et de cesser de financer notre marche continue vers le chaos et la destruction.

“ Les énergies fossiles sont une impasse pour notre planète, pour l'humanité et, oui, pour les économies aussi. ”

– Déclaration du Secrétaire général de l'ONU António Guterres sur le rapport 2022 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)



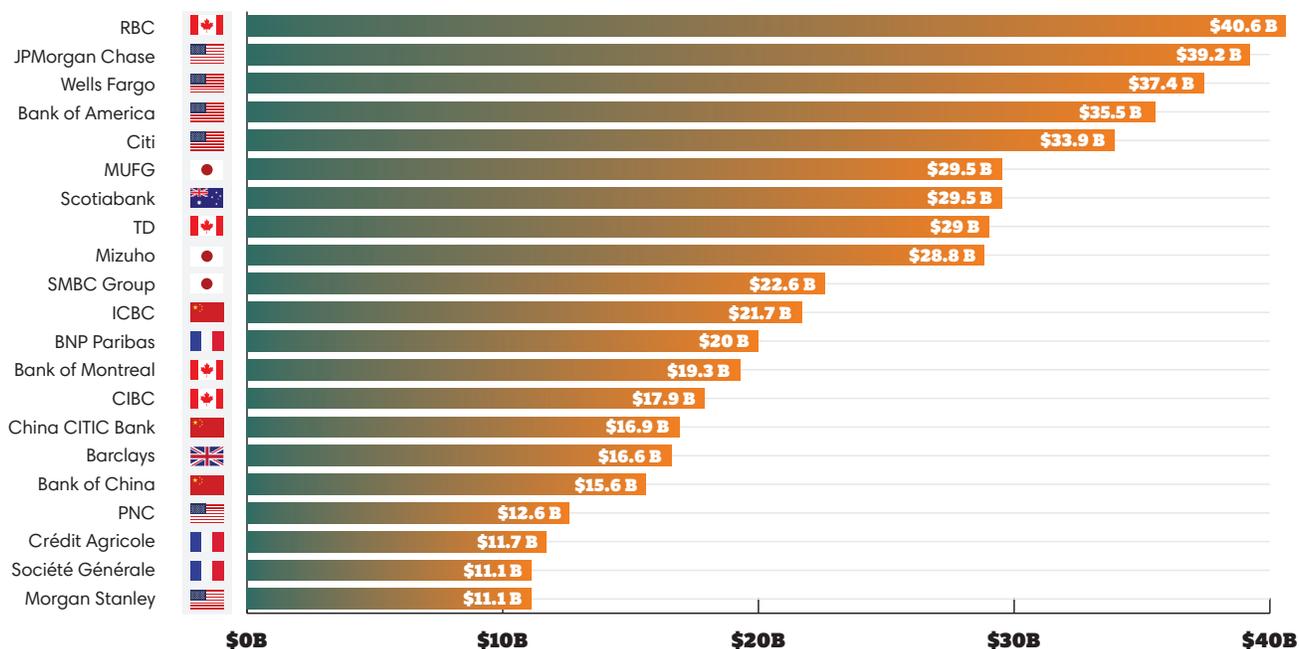
BANKTRACK



FINANCEMENT DES ÉNERGIES FOSSILES : TENDANCES 2022

Pour la première fois depuis 2019, année où nous avons commencé à rendre compte du financement de toutes les énergies fossiles, une banque canadienne, la **Royal Bank of Canada (RBC)**, se classe au premier rang des pires financeurs des énergies fossiles. **RBC** a fourni aux entreprises fossiles **41 milliards de dollars** en 2022, soit une augmentation par rapport à son financement de 2021, pour un total de **252,5 milliards de dollars** depuis 2016. **JPMorgan Chase** reste la pire banque depuis l'Accord de Paris. Elle a financé **39 milliards de dollars** à l'industrie en 2022, marquant un total de **434 milliards de dollars** depuis 2016. **Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG)** est la pire des banques asiatiques, avec un financement de **29,5 milliards de dollars** en 2022, et la banque française **BNP Paribas** est la pire des banques européennes, avec un financement de **20 milliards de dollars**.

LES PRINCIPALES BANQUES FINANÇANT L'INDUSTRIE DES ÉNERGIES FOSSILES EN (2022)



Une poignée de banques basées aux États-Unis, au Canada et au Japon continuent de dominer le financement de l'industrie des énergies fossiles. En chiffres absolus, les banques américaines restent le principal soutien financier mondial de l'industrie. Toutefois, le classement de RBC et d'autres banques canadiennes, ainsi que des banques européennes et japonaises, s'est détérioré cette année.

15 BANQUES ONT AUGMENTÉ LEURS FINANCEMENTS À L'INDUSTRIE FOSSILE

(PAR RAPPORT À 2021-2022) Valeur absolue Pourcentage d'augmentation

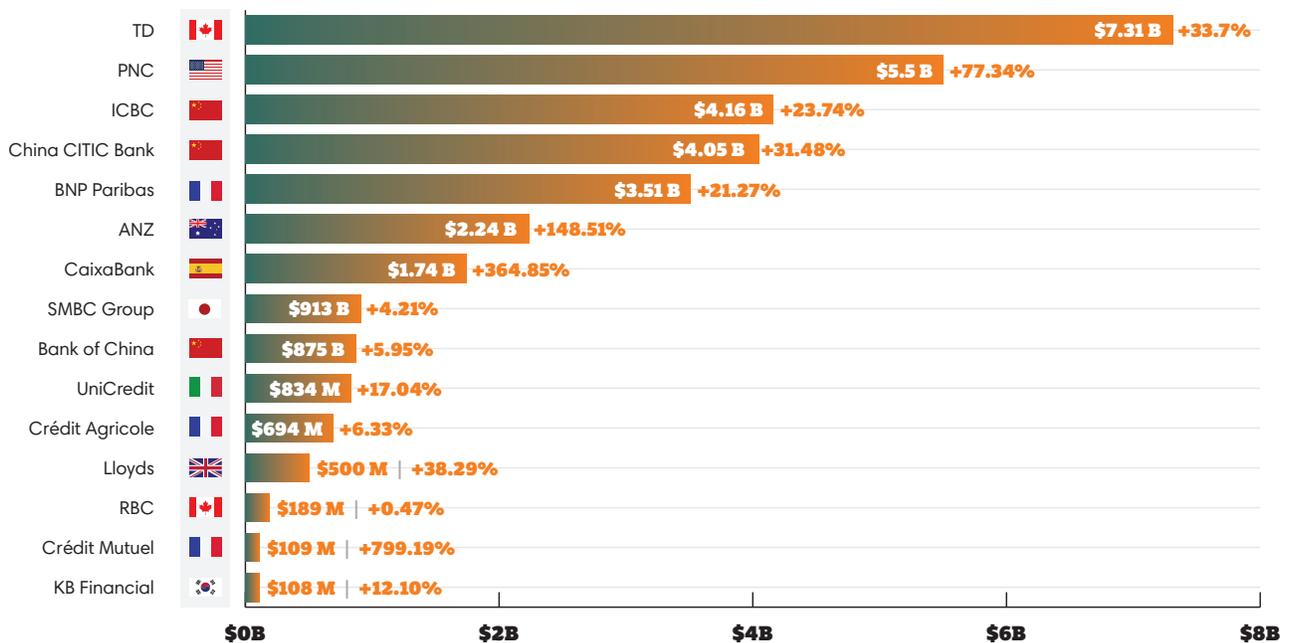


PHOTO: Frans Lemmens /Alamy Stock Photo

Outre le financement de l'ensemble des énergies fossiles, le rapport *Banking on Climate Chaos 2023* évalue également le financement bancaire des principales entreprises qui développent les énergies fossiles et qui sont actives dans plusieurs secteurs clés des énergies fossiles. Nos conclusions sont présentées ci-dessous :



Expansion : Les 60 banques étudiées dans le rapport ont injecté 150 milliards de dollars en 2022 dans les 100 principales entreprises qui **développent des projets d'énergies fossiles**, notamment **TC Energy, TotalEnergies, Venture Global, ConocoPhillips et Saudi Aramco**. Sur les **60** banques étudiées, **49** se sont engagées à atteindre la neutralité carbone. Nos données remettent en question ces engagements, puisque ces **49** banques ont fourni **81 %** de financements aux **100** plus grands expansionnistes en 2022.



Pétrole de sables bitumineux : Les principales entreprises d'exploitation des sables bitumineux ont reçu **21 milliards de dollars** de financement en 2022, en majorité par les plus grandes banques canadiennes, qui ont fourni **89 %** de ces fonds. **TD, RBC** et la **Banque de Montréal** sont en tête de liste.



Pétrole et gaz extraits en Arctique : Les banques chinoises **ICBC, Agricultural Bank of China et China Construction Bank** sont en tête du financement du pétrole et du gaz de l'Arctique, qui a totalisé 2,9 milliards de dollars pour les principales entreprises de ce secteur en 2022. Bien que moins de banques aient financé ce secteur en 2022 que les années précédentes, **26** banques financent encore le pétrole et le gaz de l'Arctique, dont les banques américaines **JPMorgan Chase, Citi et Bank of America**.



Pétrole et gaz extraits en Amazonie : La banque espagnole **Santander** est en tête des financements accordés aux entreprises qui exploitent le biome amazonien, suivie de près par la banque américaine **Citi**. Les financements ont totalisé **769 millions de dollars** en 2022.



Pétrole et gaz offshore : Les banques françaises **BNP Paribas et Crédit Agricole**, ainsi que la banque japonaise **SMBC Group** sont en tête de liste des pires financeurs du pétrole et du gaz offshore pour 2022. Les financements s'élèvent à **34,2 milliards de dollars** en 2022.



Pétrole et gaz issus de la fracturation hydraulique : Le financement des entreprises de fracturation hydraulique s'est élevé à **67,0 milliards de dollars** en 2022, ce qui représente une **augmentation de 8 %** par rapport au financement déclaré en 2021 pour les principales entreprises de fracturation hydraulique. Cette augmentation est particulièrement inquiétante compte tenu des importantes émissions de méthane produites par la fracturation. **RBC et JPMorgan Chase** sont les principaux financeurs du pétrole et du gaz issus de la fracturation hydraulique en 2022.



Gaz naturel liquéfié (GNL) : Les principaux financeurs du gaz "naturel" liquéfié (GNL) en 2022 sont **Mizuho, Morgan Stanley, JPMorgan Chase, ING, Citi, Goldman Sachs et SMBC Group**. Le financement global du GNL a augmenté de près de 50 %, passant de 15,2 milliards de dollars en 2021 à **23 milliards de dollars** en 2022. Chaque projet ayant fait l'objet d'une décision finale d'investissement en 2022 contribue au dépassement du scénario "Net Zero" de l'AIE d'ici 2050.



Extraction du charbon : Sur les **13 milliards de dollars** de financement accordés aux 30 plus grandes entreprises impliquées dans l'extraction du charbon dans le monde, **87 %** ont été fournis par des banques situées en Chine, au premier rang desquelles la **China CITIC Bank, la China Everbright Bank et l'Industrial Bank**. Alors que le financement des entreprises de charbon a globalement diminué depuis 2016, les banques canadiennes et américaines ont modestement augmenté le financement de ces entreprises entre 2021 et 2022.

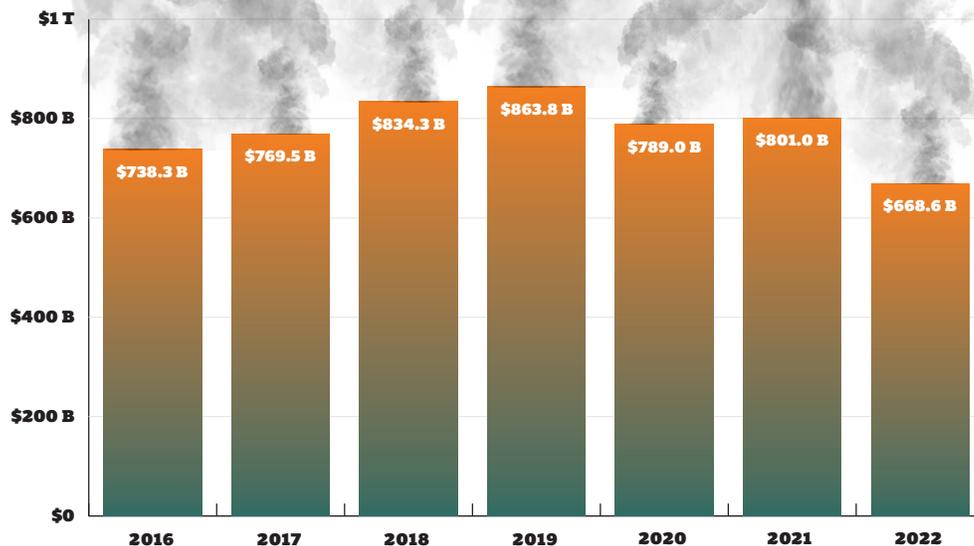


Production d'électricité à partir du charbon : Parmi les financements accordés aux 30 premières entreprises mondiales du secteur de l'électricité issue du charbon, **97 % ont été fournis par des banques chinoises**. Ces entreprises, qui prévoient d'augmenter leur capacité de production d'électricité à partir du charbon, ont reçu 29 milliards de dollars de la part des banques répertoriées en 2022. Seules 20 banques ont participé au financement de l'électricité produite par le charbon en 2022, contre 28 en 2021.



Des bases de données – dont les données financières, la notation des politiques ou les récits de communautés en "première ligne" sont disponibles au téléchargement sur : BankingonClimateChaos.org

FLUX DE FINANCEMENT DES 60 PREMIÈRES BANQUES EN FAVEUR DES ÉNERGIES FOSSILES



La version complète du rapport est disponible sur le site BankingonClimateChaos.org, ainsi que des FAQ et des données interactives.





EXPANSION DES ÉNERGIES FOSSILES

En 2022, les catastrophes climatiques ont de nouveau fait des ravages dans le monde entier, qu'il s'agisse d'inondations records au Pakistan, de vagues de chaleur extrêmes ou de sécheresses dévastatrices dans tout l'hémisphère nord, de la Californie à la Chine.⁴ Dans le même temps, les entreprises d'énergies fossiles ont réalisé des bénéfiques records et les banques ont continué à financer l'expansion des énergies fossiles.⁵

Les plus grands experts mondiaux en matière d'énergie et de climat ont établi des limites claires : tout nouveau projet d'énergies fossiles après 2021 met en péril notre capacité à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C.⁶ Les émissions potentielles d'énergies fossiles déjà en production ou en construction - les puits déjà forés ou en cours de forage, les mines déjà creusées - font déjà passer le réchauffement de la planète bien au-delà de 2°C.

"Chaque fois que le réchauffement climatique s'accroît, les changements dans les extrêmes continuent de s'amplifier. La poursuite du réchauffement climatique devrait encore intensifier le cycle mondial de l'eau, y compris sa variabilité, les précipitations liées aux moussons à travers le monde, ainsi que les événements et les saisons climatiques et météorologiques très humides et très secs."

- Résumé pour décideurs du Rapport de synthèse du 6^e rapport d'évaluation du GIEC, mars 2023

La conclusion qui s'impose est que le monde ne peut se permettre aucune expansion des énergies fossiles : pas de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, pas de nouvelles mines de charbon, pas d'oléoducs et de gazoducs nouveaux ou étendus, pas de nouveaux terminaux GNL, pas de nouvelles centrales électriques alimentées au charbon.⁷ Une fois qu'une ressource de pétrole, de gaz ou de charbon est exploitée, ou qu'une infrastructure fossile est construite, il y a une très forte incitation à l'extraire complètement ou à l'exploiter jusqu'à la fin de sa durée de vie économique. Les nouveaux investissements risquent maintenant de générer des décennies d'émissions responsables du réchauffement planétaire ou de devenir des actifs inexploitable.⁸ Toute banque soutenant une entreprise qui développe les énergies fossiles est à l'origine du chaos climatique.

"Les émissions de CO₂ projetées à partir des infrastructures existantes d'énergies fossiles, sans réduction supplémentaire, engendrerait un dépassement du budget carbone restant pour limiter le réchauffement à 1,5°C."

- Résumé pour décideurs du Rapport de synthèse du 6^e rapport d'évaluation du GIEC, mars 2023



Malgré les alertes claires des experts du climat, les plus grandes banques du monde - dont **RBC, JPMorgan Chase, Citi, Bank of America, Scotiabank, MUFG, Mizuho, BNP Paribas, Barclays, HSBC et Crédit Agricole**, entre autres - continuent de déverser des milliards de dollars dans l'expansion des énergies fossiles. En 2022, les 60 plus grandes banques du monde ont financé à hauteur de 150 milliards de dollars les 100 plus grandes entreprises mondiales à l'origine de l'**expansion du pétrole, du gaz et du charbon**. Ce montant comprend **10,1 milliards de dollars** pour **TotalEnergies**, **12,8 milliards de dollars** pour **TC Energy**, **8,4 milliards de dollars** pour **ConocoPhillips** et **8,8 milliards de dollars** pour **Saudi Aramco**, quatre des entreprises les plus agressives en matière d'expansion des énergies fossiles dans le monde.

Les banques n'ont pas encore pris d'engagements publics détaillés et limités dans le temps pour Restreindre progressivement le financement de nouvelles énergies fossiles, même si l'expansion actuelle est fondamentalement incompatible avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5° C. Tout au long de l'année 2022, les banques ont vanté leurs engagements nets zéro et leurs objectifs d'émissions pour 2030, mais ces objectifs présentent de graves lacunes et incohérences, qui sont expliquées en détail dans la version complète de ce rapport.⁹ 49 des 60 banques étudiées se sont engagées à atteindre la neutralité carbone. Ce rapport révèle un écart entre leurs engagements et leurs activités de financement dans le secteur des énergies fossiles. Les 49 banques ayant pris des engagements " net zéro " ont financé **122 milliards de dollars** aux 100 premières entreprises développant des énergies fossiles en 2022.

"Selon un large consensus sur de multiples modèles climatiques et énergétiques, l'exploitation de nouveaux champs de pétrole et de gaz est incompatible avec une limitation du réchauffement à 1,5°C"

- International Institute for Sustainable Development (2022)

“Nous agissons ensemble pour mettre fin aux conflits alimentés par les énergies fossiles et au chaos climatique, et pour mener la révolution de l'énergie propre en Ukraine et dans le monde.”

– Razom We Stand



PHOTO : Rebekah Hinojosa

Le GNL n'est pas l'énergie de transition qu'il prétend être, et il n'est pas non plus un gage de sécurité énergétique. Il émet beaucoup de méthane et de dioxyde de carbone, et il est nocif pour l'homme et la nature. Le GNL est un obstacle à la transition vers les énergies renouvelables. Les terminaux proposés en Amérique du Nord, en Afrique et en Asie enfermeraient le monde dans 20 à 30 années supplémentaires de nouvelles énergies fossiles.

Mais les entreprises d'énergies fossiles ont convaincu les gouvernements et les banques que le jeu en valait la chandelle. En 2022, les plus grandes banques du monde ont fourni 23 milliards de dollars aux 30 plus grandes entreprises de GNL de l'année.



Pour en savoir plus sur le développement du GNL, consultez le rapport complet à l'adresse suivante : BankingOnClimateChaos.org

LE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ (GNL)

également connu sous le nom de gaz "méthane", est l'énergie fossile qui a connu la plus forte expansion en 2022. L'invasion russe de l'Ukraine, débutée en février 2022, a exercé une forte pression sur les marchés mondiaux de l'énergie pour qu'ils remplacent rapidement le pétrole et le gaz russes. Au nom de la "sécurité énergétique", l'industrie, les gouvernements et les banques ont accéléré la mise en place de terminaux d'importation et d'exportation de GNL et leur financement en Amérique du Nord, en Europe, en Asie, en Afrique et en Australie. Les développeurs ont fait avancer ces projets alors même que l'actualité mettait à nu les risques de dépendre d'un marché mondial volatile pour les importations de gaz fossile.

ENTREPRISES GAZIÈRES LES PLUS FINANCIÉES EN 2022:

Venture Global
Cheniere Energy Inc.
Sempra Energy
JERA Co Inc.
New Fortress Energy Inc.

POLITIQUES DES BANQUES EN MATIÈRE D'ÉNERGIES FOSSILES : TENDANCES EN 2022

Notre analyse des politiques de financement des énergies fossiles et des engagements " net zero " de l'ensemble des 60 banques étudiées montre que, malgré leur objectif de neutralité carbone, les politiques des banques pourraient faire davantage pour s'aligner sur les engagements climatiques mondiaux. Sur les 60 banques présentées dans ce rapport, 59 n'ont pas de politiques suffisamment solides pour atteindre l'objectif de maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C. Certaines banques ont renforcé leurs politiques, mais peu d'entre elles sont à la hauteur de l'urgence climatique.

Selon l'analyse réalisée par Reclaim Finance pour ce rapport, 2022 a été une année creuse pour les nouvelles politiques de financement des énergies fossiles. Une poignée de banques a adopté des politiques visant à exclure le financement de nouveaux projets de pétrole et de gaz, et celles-ci ne sont pas aussi ambitieuses qu'il le faudrait. Seules deux banques ont adopté des critères d'exclusion des développeurs de charbon pour leurs clients existants, et une a ajouté des critères pour les nouveaux clients uniquement. A part ces trois banques, aucune autre banque n'a adopté de nouvelle politique ou amélioré une politique existante ciblant les entreprises d'expansion du charbon. Bien que des **politiques d'exclusion ambitieuses** restent l'outil le plus important pour la protection du climat et des, peu de banques en disposent.

Pour obtenir des notes détaillées sur les politiques, consultez les fiches de suivi des politiques élaborées par Reclaim Finance à l'adresse suivante BankingonClimateChaos.org/policy2023

Les politiques des banques comportent des lacunes qui les exposent au risque climatique. Par exemple, les services permettant l'émission d'obligations et d'actions a représenté 36 % de l'ensemble du financement des énergies fossiles l'année dernière, bien que de nombreuses grandes banques excluent ces activités de leurs engagements en matière d'énergies fossiles, en particulier de leurs engagements à la neutralité carbone. Les politiques des banques comportent également des lacunes en fonction du secteur, de la région ou du projet.

Un exemple concret de la faiblesse des politiques des banques est le financement qu'elles ont accordé à **ConocoPhillips**, qui se développe grâce au **projet de forage pétrolier Willow** dans l'Arctique, récemment approuvé, entre autres projets.¹⁰ En 2022, ConocoPhillips a reçu un financement syndiqué général (*corporate financing*) de la part d'un groupe de 12 banques présentées dans ce rapport - **Bank of America, Barclays, Citi, Credit Suisse, HSBC, JPMorgan Chase, Mizuho, MUFG, RBC, SMBC Group, TD et Wells Fargo**. Si **39** des 60 premières banques ont une politique d'exclusion de l'Arctique applicable aux **projets**, cette exclusion n'a pas empêché le financement du projet Willow de ConocoPhillips, car l'entreprise a cherché à obtenir un financement à des fins d'administration générale plutôt que pour un projet spécifique. ConocoPhillips détient également une participation minoritaire de 30 % dans le projet d'installation d'exportation de **GNL** de Sempra à **Port Arthur**, qui a fait l'objet d'une décision finale d'investissement en mars 2023.¹¹ Les financements destinés aux "objectifs généraux de l'entreprise" permettent à ConocoPhillips de poursuivre des projets destructeurs, dont celui-ci. Très peu de banques ont des politiques d'exclusion qui s'appliquent à l'expansion du GNL ou d'autres infrastructures midstream.

En 2021, la banque française **La Banque Postale** s'est engagée à cesser de financer toutes les entreprises qui développent de nouveaux projets pétroliers et gaziers, et à se retirer complètement du secteur d'ici 2030. Conformément à cette politique ambitieuse, La Banque Postale n'indique aucun financement pour 2022 dans le présent rapport. Jusqu'à ce que les 59 autres banques mentionnées dans ce rapport adoptent également des politiques visant à exclure le financement de l'expansion des énergies fossiles, tout engagement à la neutralité carbone n'est rien d'autre que du *greenwashing*.

Treize banques n'ont toujours pas de politique d'exclusion des énergies fossiles suffisamment robuste pour mériter des points dans notre évaluation. Il s'agit de onze des treize banques chinoises étudiées, de la **State Bank of India** et de la **U.S. Bancorp**.



EN PREMIÈRE LIGNE

Le rapport *Banking on Climate Chaos 2023* met en lumière les centaines de milliards de dollars dont bénéficient les entreprises d'énergies fossiles qui polluent de manière systémique la planète. Ces chiffres financiers peuvent sembler assez abstraits. Mais les conséquences sont tout sauf abstraites pour les millions de personnes qui vivent en première ligne des conséquences de l'extraction, de la transformation et du transport des énergies fossiles. Ce rapport met en lumière les combats des communautés qui s'opposent aux énergies fossiles sur le terrain et fait entendre leur voix pour montrer clairement que le financement des banques au profit de l'industrie des énergies fossiles a un impact concret sur la vie quotidienne de populations à travers le monde. Les communautés qui subissent l'impact de l'exploitation des énergies fossiles ont dénoncé les conséquences désastreuses sur leurs moyens de subsistance et sur la planète, et ouvrent la voie à une transition juste.

Les communautés du monde entier se mobilisent, du Mozambique, où des familles entières ont été déplacées par de gigantesques installations d'extraction et d'exportation d'énergies fossiles, aux Philippines, où des écosystèmes fragiles ont été détruits par des marées noires et sont menacés par de nouveaux terminaux de GNL. Aux États-Unis, la construction massive de terminaux d'exportation de GNL dans le sud du golfe du Mexique viole les droits fonciers des peuples autochtones et menace la santé, les moyens de subsistance et l'environnement des communautés qui luttent contre le racisme environnemental depuis des décennies.

Le changement climatique frappe d'abord et avant tout les personnes en première ligne. Il s'agit principalement des peuples autochtones, des communautés noires et métisses, des travailleurs à bas salaire ou des petits exploitants agricoles qui vivent souvent dans la pauvreté. Parfois, comme dans le cas du Nigeria et de la côte américaine du golfe du Mexique - tous deux présentés ici -, les personnes qui sont confrontées à des ouragans de plus en plus violents, des tempêtes de plus en plus extrêmes, à l'élévation du niveau de la mer et aux effets de l'injustice et de l'inégalité raciales sont aussi celles qui vivent le plus près de l'épicentre de l'industrie des énergies fossiles, une industrie massive, sale et nocive pour la santé. Pour un avenir juste, nous devons être à l'écoute de ceux qui sont le plus directement touchés par l'extraction des énergies fossiles et la pollution nocive qu'elle produit.

Dans une étude spéciale figurant dans le rapport complet, l'*Indigenous Environmental Network* affirme que l'atténuation du changement climatique consiste presque entièrement en des mécanismes de marché et de fausses solutions qui ne produisent pas de réelles réductions d'émissions, mais qui menacent la souveraineté et les territoires autochtones. L'étude appelle à une atténuation du changement climatique qui replace les populations au centre de l'action et garde les énergies fossiles dans le sol.



Cf. carte interactive mettant en évidence les histoires des communautés en première ligne à l'adresse suivante BankingonClimateChaos.org

Les peuples autochtones devraient diriger les négociations actuelles et futures sur le changement climatique afin de placer leurs droits et leur souveraineté au centre des débats. On estime que nos terres et nos territoires traditionnels abritent 80 % de ce qui reste de la biodiversité terrestre. Sans les peuples autochtones pour protéger et préserver les écosystèmes, le changement climatique aurait déjà provoqué un effondrement planétaire généralisé. Les peuples autochtones entretiennent des liens sacrés avec notre Mère la Terre et notre Père le Ciel, qui maintiennent l'équilibre de la vie sur cette planète.

“ Après 50 années de développement pétrolier, la majorité de la destruction a lieu sur nos terres. Ce sont nos terres qui sont en train d'être détruites... Durant toutes les phases d'extraction – depuis l'instant où les concessions sont signées, jusqu'à l'exploration et l'extraction, nos droits à la consultation et au consentement ont été bafoués ”.

- Leonidas Iza, Président de CONAIE
(Confédération des nationalités autochtones d'Equateur)

UNE TRANSITION JUSTE

La nécessaire élimination progressive des énergies fossiles à l'échelle mondiale doit être équitable et juste. Les communautés qui ont le moins contribué à la crise climatique sont les plus durement touchées par les catastrophes climatiques. Les pauvres et les travailleurs, ceux du Sud, les peuples autochtones et les peuples colonisés supportent, dans de nombreux cas, les coûts de la transition vers une économie fondée sur les énergies renouvelables. En 2022, alors que les entreprises de l'industrie des énergies fossiles ont engrangé d'énormes bénéfices, les prix élevés des énergies fossiles ont frappé les populations de plein fouet, en particulier dans les économies émergentes.¹² Dans le même temps, à l'échelle mondiale, la consommation de biens et de services par les individus les plus riches contribue de manière disproportionnée aux émissions, en particulier celles liées à la consommation d'énergie.¹³ La situation actuelle n'est ni équitable ni juste.

Les plus riches ont les émissions cumulées les plus élevées, mais aussi la plus grande capacité à prendre des mesures pour décarboner rapidement leurs activités. Ils ont l'obligation de procéder aux réductions d'émissions les plus ambitieuses et d'investir dans une transition juste.¹⁵ L'adaptation au changement climatique et les pertes et dommages subis par les pays vulnérables doivent être payés par ceux qui consomment le plus d'énergie et qui ont tiré le plus de profit du système actuel. Ils doivent s'engager à arrêter immédiatement toute nouvelle production d'énergies fossiles et à éliminer progressivement la production existante afin de s'aligner sur les trajectoires limitant le réchauffement à 1,5°C.

PHOTOS: **Jes Azner** / Getty Images; **Green Photography LLC** / International Indigenous Youth Council (IIYC) / Fossil Free Future

CO2 lié à l'énergie que l'Africain moyen. Cependant, les variations entre les groupes de revenus sont encore plus significatives. Les 1 % d'émetteurs les plus importants au niveau mondial avaient chacun une empreinte carbone de plus de 50 tonnes de CO2 en 2021, soit plus de 1 000 fois plus que les 1 % d'émetteurs les moins importants."¹⁴





CONCLUSIONS ET DEMANDES

Selon le dernier rapport de synthèse du GIEC publié début 2023, la fenêtre d'opportunité pour rester en dessous de 1,5°C et construire un avenir sûr, vivable et durable se referme rapidement.¹⁶ Les banques doivent permettre le passage à une économie de l'énergie juste et propre. La première étape consiste à cesser immédiatement de financer de nouvelles infrastructures ou de nouveaux approvisionnements en pétrole, en gaz et en charbon.

Chaque dollar dépensé pour l'expansion des énergies fossiles est un dollar qui finance le chaos climatique.

La crise climatique fait déjà des ravages dans le monde entier. Les communautés en première ligne réclament justice tout en subissant les pires conséquences de l'industrie des énergies fossiles et du changement climatique, en particulier dans les pays les plus vulnérables qui contribuent peu à la crise climatique. Le temps presse. Pour maintenir le réchauffement de la planète à 1,5 °C et éviter les effets les plus dévastateurs du chaos climatique, les banques et les autres institutions doivent donner la priorité à des réductions importantes des émissions à court terme, assorties de jalons annuels. La poursuite du financement d'un cycle économique en dents de scie fondé sur les énergies fossiles enfermera le monde dans l'insécurité énergétique et provoquera des dommages des dommages impensables pour les générations à venir. Les banques doivent aligner leurs financements sur les trajectoires 1,5°C et permettre une transition juste et équitable. Pour ce faire, les organisations auteures de ce rapport appellent à ce que les banques suivent l'ensemble des mesures suivantes :

-  **Interdire immédiatement tout financement de l'expansion des énergies fossiles.**

Les banques doivent cesser de prêter et de fournir des services permettant l'émission d'obligations et d'actions à toute entreprise qui développe les énergies fossiles. Cette exclusion doit inclure le financement de projets et le financement général de toute entreprise ayant des plans d'expansion, quelle que soit l'ampleur du projet d'expansion. C'est la mesure la plus urgente que les banques doivent prendre pour renforcer leurs politiques climatiques.
-  **Adopter des cibles de réduction absolue des émissions financées .**

Ces cibles doivent être alignées sur un scénario rigoureux de 1,5°C, incluant des cibles en valeur absolue ambitieuses pour 2025 et 2030, aboutissant à des émissions nulles en 2050 au plus tard. Le dernier rapport du GIEC souligne qu'une transition encore plus rapide est nécessaire, en particulier pour ceux dont les émissions cumulées sont les plus élevées et les ressources les plus importantes.¹⁷ Les cibles devraient être basées sur des réductions d'émissions réelles et absolues, et non sur l'utilisation de compensations carbone ou de fausses solutions telles que le captage et le stockage du carbone (CSC).
-  **Exiger des plans de transition robustes pour tous les clients existants exploitant des énergies fossiles.**

Les banques doivent exiger de tous leurs clients exposés aux énergies fossiles qu'ils publient des plans robustes visant à éliminer toute activité liée aux énergies fossiles dans un délai respectant l'objectif de 1,5°C. Les banques doivent retirer leur financement aux clients qui n'alignent pas leurs activités sur une trajectoire crédible de 1,5 °C.
-  **Protéger les droits des peuples autochtones et les droits humains.**

Les banques doivent veiller à ce que leurs clients respectent les droits de l'homme et garantissent en particulier le consentement préalable, libre et éclairé (CPLÉ) des peuples autochtones, conformément à la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Elles doivent mettre en place des politiques de tolérance zéro des peuples autochtones et des communautés de première ligne, ainsi que des défenseurs des droits humains et des forêts dans tous les secteurs. Les décisions de financement doivent respecter le droit des communautés en première ligne à un environnement sain, à des moyens de subsistance équitables et à une compensation pour les pertes et les dommages subis en raison du changement climatique.
-  **Augmenter le financement pour une transition juste et équitable.**

Le financement des énergies renouvelables et d'autres solutions à faible émission carbone doit augmenter rapidement, et les banques doivent s'efforcer de réduire les obstacles au financement de ces projets. Les plans d'élimination progressive du financement des énergies fossiles doivent prendre en compte les coûts sociaux de la transition en soutenant la diversification économique locale et, avec les travailleurs et les communautés, en co-créant un nouveau système énergétique centré sur l'humain.

MÉTHODOLOGIE



Cette analyse porte sur les 60 plus grandes banques mondiales en termes d'actifs, selon le classement de *S&P Global Market Intelligence* d'avril 2022.¹⁸ Les banques dont la réputation en matière de financement de l'économie est faible, voire nulle, ont été jugées non pertinentes pour cette analyse et n'ont pas été prises en compte. Nous avons évalué la participation de chaque banque à des opérations de prêt aux entreprises et à des services permettant l'émission d'obligations ou d'actions entre 2016 et 2022 (en dollars américains).

- » Les données relatives aux transactions proviennent de Bloomberg Finance L.P. (où la valeur créditée d'une transaction est répartie entre les principales banques) et d'IJGlobal. Chaque transaction a été pondérée en fonction de la proportion des activités de l'emprunteur ou de l'émetteur consacrée au secteur en question.
- » Pour les tableaux de classement mesurant le financement de toutes les énergies fossiles (environ 2 000 entreprises au niveau du groupe qui sont soit indépendantes, soit des sociétés mères - soit un total de 3 210 entreprises si l'on inclut les filiales concernées), et les principales entreprises qui développent les énergies fossiles (100 entreprises), les transactions ont été ajustées sur la base des actifs, des revenus ou du résultat d'exploitation de chaque entreprise basés sur les énergies fossiles.
- » Pour les financements sectoriels (30 premières entreprises de chaque sous-secteur), chaque transaction a été pondérée en fonction de la part des activités de l'emprunteur ou de l'émetteur consacrée au sous-secteur en question.
- » Toutes les transactions marquées comme des obligations ou des prêts verts ont été retirées de l'ensemble des données. Les banques ont la possibilité d'examiner et de commenter la liste complète des transactions au cours d'un processus complet d'engagement préalable à la publication.

Les évaluations des politiques sont tirées du [Oil & Gas Policy Tracker](#) et du [Coal Policy Tool](#), tous deux publiés par Reclaim Finance. Toutes les évaluations de politiques sont en date du 12 avril 2023.



Pour une explication complète de la méthodologie et du champ d'application, des répartitions de l'évaluation de la politique de chaque banque, des listes d'entreprises d'énergies fossiles incluses et des questions fréquemment posées, visitez le site BankingonClimateChaos.org.

RÉFÉRENCES

- 1 Pour tous les chiffres de cette synthèse, sauf mention contraire, voir la version complète de *Banking on Climate Chaos 2023* pour plus de détails, ainsi qu'un portail de données permettant d'explorer les bases de données pertinentes: <https://www.bankingonclimatechaos.org/>.
- 2 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), AR6 Synthesis Report: Climate Change 2023, mars 2023, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>.
- 3 Fatih Birol, 11 février 2023, <https://twitter.com/fbirol/status/1624330977211305987>; Ron Bousso, "Big Oil Doubles Profits in Blockbuster 2022," Reuters, 8 février 2023, <https://www.reuters.com/business/energy/big-oil-doubles-profits-blockbuster-2022-2023-02-08/>; Andy Rowell, "As Millions Face Energy Destitution, Shell Reports Record Profits of \$11.5 Billion," Oil Change International (blog), 28 juillet 2022, <https://priceofoil.org/2022/07/28/as-millions-face-energy-demotion-shell-reports-record-profits-of-11-5-billion/>.
- 4 Copernicus Climate Change Service, "2022 Was a Year of Climate Extremes, with Record High Temperatures and Rising Concentrations of Greenhouse Gases," 9 janvier 2023, <https://climate.copernicus.eu/copernicus-2022-was-year-climate-extremes-record-high-temperatures-and-rising-concentrations> (en anglais uniquement); Nathan Rott, "Extreme Weather, Fueled by Climate Change, Cost the U.S. \$165 Billion in 2022," NPR, 10 janvier 2023, <https://www.npr.org/2023/01/10/1147986096/extreme-weather-fueled-by-climate-change-cost-the-u-s-165-billion-in-2022> (en anglais uniquement).
- 5 Ron Bousso, "Big Oil Doubles Profits in Blockbuster 2022," Reuters, 8 février 2023, <https://www.reuters.com/business/energy/big-oil-doubles-profits-blockbuster-2022-2023-02-08/> (en anglais uniquement).
- 6 GIEC, Résumé pour décideurs du Rapport de synthèse du 6^e rapport d'évaluation du GIEC, mars 2023, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/> (en anglais uniquement); Olivier Bois von Kursk et al., "Navigating Energy Transitions: Mapping the Road to 1.5°C," International Institute for Sustainable Development, 21 octobre 2022, <https://www.iisd.org/publications/report/navigating-energy-transitions> (en anglais uniquement); Agence internationale de l'énergie, "Net Zero by 2050," mai 2021, <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050> (en anglais uniquement).
- 7 Rainforest Action Network, "Wall Street's Dirtiest Secret: How Fossil Fuel Expansion Depends on Big Bank Finance," novembre 2022, <https://www.ran.org/publications/wall-streets-dirtiest-secret-how-fossil-fuel-expansion-depends-on-big-bank-finance> (en anglais uniquement).
- 8 Carbon Tracker Initiative, Unburnable Carbon: Ten Years On, juin 2022, <https://carbontracker.org/reports/unburnable-carbon-ten-years-on/> (en anglais uniquement).
- 9 Sur les engagements "net zéro", voir les rapports suivants: Sierra Club, "Leaders Or Laggards? Analyzing US banks' net-zero commitments," novembre 2022, <https://sc.org/bank-progress> (en anglais uniquement); Banktrack, "Tracking the Net Zero Banking Alliance," accédé le 27 mars 2023, https://www.banktrack.org/ourproject/tracking_the_net_zero_banking_alliance; Reclaim Finance, "Throwing Fuel on the Fire: GFANZ Financing of Fossil Fuel Expansion," 17 janvier 2023, <https://reclaimfinance.org/site/en/2023/01/17/throwing-fuel-on-the-fire-gfanz-members-provide-billions-in-finance-for-fossil-fuel-expansion/> (en anglais uniquement).
- 10 Ella Nilsen, "The Willow Project Has Been Approved. Here's What to Know About the Controversial Oil-Drilling Venture," CNN, 14 mars 2023, <https://www.cnn.com/2023/03/14/politics/willow-project-oil-alaska-explained-climate/index.html> (en anglais uniquement).
- 11 "Sempra Reaches Final Investment Decision on Port Arthur LNG Plant's Phase 1," Reuters, 20 mars 2023, sec. énergie, <https://www.reuters.com/business/energy/sempra-reaches-final-investment-decision-port-arthur-lng-plants-phase-1-2023-03-20/> (en anglais uniquement).
- 12 Agence internationale de l'énergie (AIE), "Fossil Fuels Consumption Subsidies 2022," mars 2023, <https://www.iea.org/reports/fossil-fuels-consumption-subsidies-2022> (en anglais uniquement); AIE, "World Energy Outlook 2022," octobre 2022, <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2022>, p. 189 (en anglais uniquement); Diana Hernández, "Sacrifice Along the Energy Continuum: A Call for Energy Justice," Environmental Justice 8, no. 4 (août 2015): 151-56, <https://doi.org/10.1089/env.2015.0015> (en anglais uniquement).
- 13 Laura Cozzi, Olivia Chen, and Hyeji Kim, "The World's Top 1% of Emitters Produce Over 1000 Times More Co2 Than the Bottom 1% - Analysis," AIE, 22 février 2023, <https://www.iea.org/commentaries/the-world-s-top-1-of-emitters-produce-over-1000-times-more-co2-than-the-bottom-1> (en anglais uniquement).
- 14 Laura Cozzi, Olivia Chen, and Hyeji Kim, "The World's Top 1% of Emitters Produce Over 1000 Times More Co2 Than the Bottom 1% - Analysis," AIE, 22 février 2023, <https://www.iea.org/commentaries/the-world-s-top-1-of-emitters-produce-over-1000-times-more-co2-than-the-bottom-1> (en anglais uniquement).
- 15 Dan Calverley and Kevin Anderson, "Phaseout Pathways for Fossil Fuel Production Within Paris-Compliant Carbon Budgets," 22 mars 2022, Tyndall Center, The University of Manchester, <https://research.manchester.ac.uk/en/publications/phaseout-pathways-for-fossil-fuel-production-within-paris-complia>. Le rapport du Tyndall Center stipule que: "Pour les plus riches des "nations productrices" qui ont la plus grande capacité à mettre en place une transition juste, la production pétro-gazière doit diminuer de 74% d'ici 2030, avec une production nulle d'ici 2034." p. 6. Voir aussi "A Fair Shares Phase Out of Fossil Fuels: A Civil Society Equity Review on an Equitable Global Phase Out of Fossil Fuels," novembre 2021, <https://www.cidse.org/2021/11/05/a-fair-shares-phase-out-of-fossil-fuels/> (en anglais uniquement).
- 16 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), AR6 Synthesis Report: Climate Change 2023, mars 2023, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/>.
- 17 "Secretary-General Calls on States to Tackle Climate Change 'Time Bomb' through New Solidarity Pact, Acceleration Agenda, at Launch of Intergovernmental Panel Report | UN Press," accédé 24 mars 2023, <https://press.un.org/en/2023/sgsm21730.doc.htm> (en anglais uniquement); Communiqué de presse du GIEC, 20 mars 2023, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/sources/press>.
- 18 "The World's 100 Largest Banks, 2022," 11 avril 2022, <https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/latest-news-headlines/the-world-s-100-largest-banks-2022-69651785> (en anglais uniquement).



Banking on **CLIMATE CHAOS**

SYNTHÈSE DU RAPPORT **2023**

BankingonClimateChaos.org



BANKTRACK

